

# « Gilets jaunes » : une enquête pionnière sur la « révolte des revenus modestes »

Un collectif de chercheurs présente, dans une tribune au « Monde », les premiers résultats d'une étude détaillée qui s'appuie sur 166 questionnaires distribués sur des ronds-points et lors de manifestations.

Par Collectif

Une équipe de 70 universitaires mobilisée

Collectif d'universitaires, nous avons lancé, dès la fin du mois de novembre, une enquête de terrain pour comprendre le mouvement des « gilets jaunes ». Nous sommes allés les rencontrer dans différentes régions de France, dans les manifestations et sur les ronds-points. Nous livrons ici les premiers résultats sur les profils et les motivations qui apparaissent derrière les « gilets jaunes ».

Le 21 octobre, Priscillia Ludosky crée une pétition en ligne « [Pour une baisse des prix du carburant à la pompe !](#) ». Rapidement et massivement diffusée sur les réseaux sociaux, relayée par les médias, [la pétition atteint 200 000 signataires en quelques jours](#), et plus de 1 million [aujourd'hui](#).

Une journée d'action est prévue le 17 novembre, avec pour mots d'ordre la baisse des taxes et du prix des carburants. Cette mobilisation est préparée de manière décentralisée et autonome par des groupes locaux et nationaux, qui s'organisent notamment sur la plate-forme Facebook. Le 17 novembre, ce sont plus de 280 000 personnes, vêtues d'un gilet jaune, qui participent à cette mobilisation dans la France entière, principalement à travers des actions de blocage des routes, au niveau des ronds-points ou péages. A Paris, une manifestation a lieu sur les Champs-Élysées et certains manifestants tentent de se rendre au palais de l'Élysée, avant d'être bloqués par la police. Dans les jours qui suivent cette journée de mobilisation, les blocages continuent et d'autres journées de manifestations sont lancées pour les samedis suivants.

Au lendemain du 17 novembre, des chercheuses du Centre Emile-Durkheim (Bordeaux) lancent un appel à participation auprès de la communauté des chercheurs et chercheuses en science politique pour comprendre le mouvement. Le collectif compte [aujourd'hui](#) près de 70 personnes, qui sont des enseignants-chercheurs, des chercheurs au CNRS et à l'INRA, des docteurs sans poste, des étudiantes et étudiants. Sociologues, politistes et géographes travaillent ensemble sur la base du volontariat.

L'ampleur du mouvement et la rapidité avec laquelle il s'est constitué, en dehors des organisations syndicales et des partis, tout comme ses modes d'action et ses mots d'ordre interpellent. Qui sont les « gilets jaunes » ? Que souhaitent-ils ? Assiste-t-on à un renouvellement profond des modalités de la protestation et de la politique ? Faut-il y voir un retour de formes traditionnelles de révoltes populaires ? Comment un tel mouvement est-il susceptible d'évoluer dans le temps et comment comprendre sa portée ?

## 166 questionnaires analysés

L'objectif de l'enquête « gilets jaunes » est de récolter des données pour saisir sociologiquement ce mouvement. Il s'agit de comprendre sa complexité, sa composition et son évolution, de recueillir les revendications de ses participants et participantes et de mesurer la variété de ses modalités d'organisation et de mobilisation. Des groupes de travail se sont mis en place à partir de différentes méthodes : observation sur le terrain, analyse lexicométrique des réseaux sociaux, questionnaires, entretiens, cartographie. Parallèlement à ce questionnaire, une équipe de géographes mène une enquête complémentaire en Normandie. Les données sont toujours en cours de décryptage. Les premiers résultats présentés ici sont basés spécifiquement sur l'analyse des questionnaires administrés dans les manifestations, sur les ronds-points et aux péages.

Nous partons du terrain pour établir nos résultats. La parole des personnes et leurs attentes sont au cœur de l'enquête, notre objectif a été de les récolter et de les restituer le plus fidèlement possible. Les données sont traitées selon des méthodologies croisées qui rendent compte du mouvement d'une manière plus approfondie et complexe qu'un seul point de vue ne permet de le faire.

L'équipe « questionnaires » se compose de 13 personnes basées à Bordeaux et sa région, Marseille, Caen et sa région, Rennes, Montpellier, Grenoble et sa région. Pour cette enquête, nous avons décidé de nous concentrer sur les personnes actives dans le mouvement, ayant participé au moins à une manifestation ou un blocage, et avons pu analyser jusqu'ici 166 questionnaires diffusés les 24 novembre et 1<sup>er</sup> décembre. L'enquête est toujours en cours et se poursuivra dans les semaines qui viennent. Nous avons choisi de mener des entretiens en face à face, démarche qui permet de recueillir des témoignages plus riches, plus précis et plus longs que la passation de questionnaires indirecte ou en ligne. Le questionnaire compte en tout 28 questions, 5 d'entre elles sont ouvertes, et nous avons en outre pris soin de noter les commentaires sur l'ensemble des questions posées. Concernant les

sujets abordés, 15 questions portent sur les motivations des participants, les réformes souhaitées, les modes d'action privilégiés et leur rapport au politique ; les 13 dernières portent sur le profil sociodémographique des personnes mobilisées.

Les questionnaires ont été majoritairement administrés par les enquêteurs. Le temps requis à recueillir les réponses varie d'une dizaine de minutes à quarante minutes. L'administration de questionnaires en manifestation est un exercice délicat en raison de la mobilité et, dans ce contexte particulier, de l'incertitude sur le parcours du cortège et des dispositifs de maintien de l'ordre. Cette recherche est réalisée sans fonds spécifiques et n'a été rendue possible que par le travail de nombreuses et nombreux collègues, étudiantes et étudiants volontaires.

**Tribune.** S'il n'y a pas de portrait type des manifestants, puisqu'une des caractéristiques du mouvement est sa diversité, les « gilets jaunes » sont d'abord des personnes, hommes et femmes, qui travaillent (ou, étant retraités, ont travaillé), âgées de 45 ans en moyenne, appartenant aux classes populaires ou à la « petite » classe moyenne.

Les résultats, encore très provisoires, présentés ici s'appuient sur l'analyse de 166 questionnaires distribués auprès des participants aux actions sur les ronds-points et aux péages, ou lors des manifestations ayant eu lieu les 24 et 1<sup>er</sup> décembre, par une équipe d'une dizaine de chercheurs et d'étudiants. Le questionnaire a été élaboré de manière à recueillir des informations détaillées et précises sur les participants.

- Une surreprésentation des employés et une sous-représentation des cadres

Certaines catégories apparaissent comme particulièrement surreprésentées au sein des « gilets jaunes » qui nous ont répondu. C'est le cas des employés, qui constituent 33 % des participants (soit 45 % des actifs présents, contre 27 % de la population active française). Ils sont plus de deux fois plus nombreux que les ouvriers, qui représentent 14 % des participants. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont également particulièrement nombreux : 10,5 % des participants (14 % des actifs présents, contre 6,5 % de la population active française).

A l'inverse, les professions intermédiaires et les cadres sont peu représentés : les premiers comptent pour 10 % des participants (13 % des actifs présents, contre 26 % de la population active française) ; les seconds sont à peine 5 % des participants (7 % des actifs présents, contre 18 % de la population active française) dans les cortèges et blocages qui ont eu lieu entre le 24 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre. Un quart des participants au mouvement des « gilets jaunes » appartiennent à la catégorie « inactifs » ; pour la majeure partie, il s'agit de retraités.

- Des manifestants « d'âge moyen »

Les « gilets jaunes » participant à l'enquête ont en moyenne 45 ans, un peu plus que l'âge moyen de la population française, qui s'élève à 41,4 ans. Les classes d'âge les plus mobilisées sont les 35-49 ans (27,2 %), puis les 50-64 ans (26,6 %) et les 25-34 ans. Les 18-24 ans représentent 6,2 % des participants ; les plus de 65 ans, 17,3 %.

- Un mouvement mixte

Les hommes (54 %) sont un peu plus nombreux que les femmes (45 %). Cependant, la forte proportion de femmes, appartenant souvent aux classes populaires, une catégorie sociale traditionnellement peu mobilisée politiquement, est un fait notable. On y lit une propension de femmes à manifester identique à celle que nous avons observée dans les cortèges des 24 novembre et 1<sup>er</sup> décembre. Un écart comparable (55 % d'hommes, 44 % de femmes parmi les répondants) était observé dans le questionnaire administré dans la Manif pour tous du [16 octobre 2016](#).

Les femmes ont toujours manifesté, comme le montrent de nombreux travaux historiques. Elles sont en revanche ici plus visibles. A cela plusieurs raisons : sans porte-parole officiel, représentants syndicaux et politiques, qui sont habituellement des hommes, et en absence de structures, les médias sont contraints de tourner le regard vers les participantes et participants « ordinaires ». La forte dimension sociale du conflit et la centralité des revendications sur les conditions matérielles d'existence dans le mouvement social participent à la visibilité des femmes.

- Une surreprésentation des bacheliers et des titulaires de CAP et BEP

Quelque 20 % des personnes interrogées sont diplômées du supérieur (contre 27 % de la population générale, données Insee 2014) ; 5 % des participants ont un bac + 4 et au-delà, tandis que les deux niveaux de diplôme les plus représentés sont les détenteurs de BEP et CAP, qui sont 35 % (contre 24 % dans la population générale), et les bacheliers (29,3 % des répondants, contre 16,5 % de la population générale). Seuls 15,4 % des participants ont un diplôme inférieur au brevet (31,4 % de la population générale). Toutefois, le 8 décembre, nous avons reçu davantage de réponses de la part de personnes ayant un diplôme de master ou équivalent. Se dessine ainsi une population de participants ayant des niveaux de qualification intermédiaires.

- Des mobilisés aux revenus modestes

Quelque 55 % des répondants nous déclarent être imposables (une proportion presque identique à la population générale) et 85 % indiquent posséder une voiture. Le revenu médian du foyer déclaré représente 1 700 euros par mois, soit environ 30 % de moins que le revenu médian moyen déclaré de l'ensemble des ménages ([enquête « Revenus fiscaux et sociaux » 2015 de l'Insee](#)). Les participants aux actions des « gilets jaunes » sont donc pour la majorité d'entre eux des individus aux revenus modestes. Ils n'appartiennent pas aux catégories les plus précarisées économiquement : 10 % d'entre eux déclarent avoir un revenu inférieur à 800 euros par mois (contre 519 euros pour les 10 % des ménages français les plus pauvres).

- Des primo-manifestants en nombre et des modes d'action variés

Pour presque la moitié des répondants (47 %), le mouvement des « gilets jaunes » constitue leur première mobilisation. Seuls 44 % ont déjà participé à une grève. Il s'agit donc de participants peu rompus à l'action collective. Aux questions posées sur les formes d'action collective que la personne serait prête à accomplir ou à laquelle elle a déjà participé, la manifestation est le mode d'action le plus plébiscité (81 %), suivi par la pétition (69,4 % d'entre eux déclarent en avoir déjà signé une). Presque 9 participants sur 10 rejettent les modes d'action impliquant des violences aux biens, mais 58,8 % d'entre eux se déclarent par exemple prêts à occuper un bâtiment administratif. La moitié exclut également l'idée d'aller manifester à Paris, les répondants évoquant des raisons économiques, la violence et la nécessité de rester visible en province pour justifier ce choix. Sur le consentement à l'impôt, seuls 5 % des participants déclarent avoir déjà refusé de payer l'impôt, tandis que 58,4 % l'excluent complètement comme moyen d'action. Des analyses séparées ont d'ailleurs relevé très peu de différences entre les réponses des hommes et des femmes.

- Un rejet des organisations représentatives traditionnelles et des orientations politiques atypiques

Notre enquête confirme également le large rejet des organisations représentatives traditionnelles : 64 % considèrent que les syndicats n'ont pas leur place dans le mouvement, 81 % pensent de même pour tous les partis politiques.

Ce rapport de distance ou de méfiance à l'égard du système de représentation institué se retrouve lorsque les répondants sont invités à se situer sur l'échelle gauche-droite. La réponse dominante consiste à se déclarer comme apolitique, ou « ni de droite ni de gauche » (33 %). En revanche, parmi ceux qui se positionnent, 15 % se situent à l'extrême gauche, contre 5,4 % à l'extrême droite ; 42,6 % se situent à gauche, 12,7 % à droite et, surtout, seulement 6 % au centre. En comparaison, [un sondage conduit par Ipsos en avril](#) montrait que 22 % des Français rejettent le clivage gauche-droite, quand 32 % se situent à gauche et 39 % à droite. Cette grande diversité du rapport au politique est un élément majeur de la singularité du mouvement.

- Les motivations : pour le pouvoir d'achat et contre une politique favorable aux riches

Pour les répondants, il s'agit moins d'une révolte contre une taxe en particulier, ou pour la défense de l'usage de la voiture, qu'une révolte contre un système fiscal et de redistribution jugé inique. Une révolte contre les inégalités, mais aussi contre une parole politique qui les méprise et les infériorise symboliquement. Il s'agit à la fois de défendre leur pouvoir d'achat et leur accès à un standard de vie (notamment les loisirs, de plus en plus inaccessibles) et d'une exigence de respect à leur égard et de reconnaissance de leur dignité de la part du personnel politique (gouvernement et président de la République).

Nous avons invité les participants à s'exprimer sur leurs motivations à travers une question ouverte en début du questionnaire (« Pourquoi manifestez-vous **aujourd'hui** ? »). Un pouvoir d'achat trop faible est le premier motif évoqué (plus de la moitié des répondants). Plusieurs personnes se plaignent de ne plus pouvoir s'offrir le moindre plaisir (« *J'ai la vingtaine et j'ai pas une thune. Si je veux sortir, je dois me mettre à découvert* »). Des mères de famille nous font part de leurs fins de mois difficiles (« *J'aimerais bien que mes enfants puissent avoir à manger dans leurs assiettes, et pas que des patates les deux dernières semaines du mois* »), qui entraînent parfois des difficultés de logement, dont ont témoigné aussi bien des jeunes étudiants (« *Je n'ai pas les moyens de me loger, je vis dans la dépendance d'une amie* ») que cette mère de famille (« *Nous étions obligés de descendre dans le Sud pour vivre chez ma belle-mère* »).

Suit, dans la liste des motivations, le fardeau fiscal trop important (69 répondants, dont 18 qui pointent explicitement le prix élevé du carburant). Près d'un sur cinq déclare être là pour protester contre le gouvernement actuel et demande la démission d'Emmanuel Macron, évoquant l'« *arrogance* » de l'exécutif. Les termes de « *monarchie* », d'« *oligarchie* » ou de « *dictature* » reviennent pour souligner son caractère illégitime. On voit poindre le 24 novembre, puis se confirmer le 1<sup>er</sup> décembre, la demande de réformes institutionnelles. Un dixième des enquêtés demandent des réformes institutionnelles. Cette tendance semble accentuée chez les participantes et participants aux cortèges du 8 décembre.

Une deuxième question ouverte portait sur les mesures que le gouvernement devrait prendre pour répondre aux revendications des « gilets jaunes ». La réponse la plus fréquente est sans surprise une baisse des taxes et impôts, évoquée spontanément par un tiers des répondants. Pour 48 enquêtés, des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat sont également nécessaires. Parmi eux, 28 personnes demandent une augmentation du smic, voire des salaires en général, 14 une augmentation générale du pouvoir d'achat, 8 une augmentation des retraites. Des demandes de redistribution des richesses reviennent dans les réponses de 36 participants : 19 demandent spontanément la réintroduction de l'ISF, 5 une répartition plus juste des impôts.

« Une des spécificités de ce mouvement est la présence de revendications institutionnelles, en plus des revendications sociales »

Plus d'un cinquième des répondants demandent d'ailleurs tout simplement que le gouvernement écoute les citoyens, « *qu'il se mette à [leur] place* ». Il s'agit ainsi d'une des préoccupations principales des personnes rencontrées. Enfin, une des spécificités de ce mouvement est la présence de revendications institutionnelles, en plus des revendications sociales. Ainsi, 26 personnes ont déclaré que des réformes institutionnelles importantes seront nécessaires pour qu'elles puissent considérer que le mouvement est un succès : 18 en demandant des changements parfois fondamentaux (par exemple, en réclamant une « *réforme totale de l'Etat* », « *un autre système politique* »), 8 en demandant la fin des privilèges des parlementaires et 4 en se disant convaincus de la nécessité d'une VI<sup>e</sup> République.

Il est à noter que seulement 2 des 166 personnes interrogées ont mentionné la gestion de l'immigration dans leurs réponses aux deux questions présentées. Cela invite à reconsidérer les analyses qui font du mouvement une émanation de l'extrême droite.

« Les deux principales motivations des personnes mobilisées apparaissent comme étant une plus grande justice sociale et la demande d'écoute de la part du pouvoir »

Les deux principales motivations des personnes mobilisées apparaissent donc comme étant une plus grande justice sociale (qu'il s'agisse d'un système fiscal faisant davantage participer les plus aisés, d'une meilleure redistribution des richesses ou encore du maintien des services publics) et la demande d'écoute de la part du pouvoir. Au contraire, les revendications nationalistes, liées notamment à l'identité ou à l'immigration, sont très marginales, démentant l'idée d'un mouvement qui serait noyauté par les électeurs ou les militants du Rassemblement national. Comme le souligne le sociologue Alexis Spire, auteur de *Résistances à l'impôt, attachement à l'Etat* (Seuil, 312 pages, 22 euros), c'est avant tout le sentiment d'injustice fiscale, plus prégnant chez les classes populaires, qui explique cette mobilisation.

En résumé, cette révolte est bien celle du « peuple » – comme se revendiquent nombre de personnes interrogées – au sens des classes populaires et des « petites » classes moyennes, celle des revenus modestes. Dès lors, plusieurs éléments font des « gilets jaunes » une contestation singulière par rapport aux mouvements sociaux des dernières décennies. Outre son ampleur, la forte présence des employés, des personnes peu diplômées, des primo-manifestants et, surtout, la diversité des rapports au politique et des préférences partisanes déclarées font des ronds-points et des péages des lieux de rencontre d'une France peu habituée à prendre les places publiques et la parole, mais aussi des lieux d'échange et de construction de collectifs aux formes rarement vues dans les mobilisations.

**Camille Bedock**, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS

**Antoine Bernard de Raymond**, Irisso, université Paris-Dauphine, INRA

**Magali Della Sudda**, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS

**Théo Grémion**, diplômé d'un master de géopolitique de l'université de Genève et d'une maîtrise d'urbanisme de l'université Paris-X

**Emmanuelle Reungoat**, Centre d'études politiques de l'Europe latine, université de Montpellier

**Tinette Schnatterer**, centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS

Collectif